

Marco VENDITTELLI

## ÉLITE CITADINE : ROME AUX XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> SIÈCLES

A la moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, le groupe aristocratique romain avait radicalement changé. La domination de la cité était passée aux mains des très puissants et nouveaux lignages que l'on appelle traditionnellement *baronali*, tels les Conti, les Colonna, les Orsini, les Annibaldi, les Savelli et quelques autres, dont les traits se différenciaient nettement de ceux des autres aristocraties urbaines communales. Un ensemble de familles plus large encore se situait à un niveau inférieur à celles-ci, mais néanmoins se détachait nettement du reste de la société par son prestige, sa richesse, son style de vie, conservant inchangés nombre de signes distinctifs propres aux élites citadines de l'Italie centro-septentrionale. Ainsi, à la moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, au terme d'une phase de profondes mutations déployée sur un siècle, l'aristocratie romaine se présentait comme une *nobiltà bipartita* selon la formule de Sandro Carocci, dans un de ses récents ouvrages : d'une part, les lignages *baronali*, alors au faîte de la puissance et de l'autre, plus bas, un ensemble plus nombreux et diversifié de familles nobiliaires <sup>1</sup>.

Certainement conditionnée par le rôle secondaire qu'avait cette aristocratie dans la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, l'historiographie sur Rome au Moyen Age a consacré très peu d'études à cette aristocratie mineure et a négligé d'en étudier le poids dans la société romaine de la fin XII<sup>e</sup> et du début XIII<sup>e</sup> siècle, qui pourtant fut bien souvent remarquable.

---

1. S. Carocci, « Una nobiltà bipartita. Rappresentazioni sociali e lignaggi preminenti a Roma nel Duecento e nella prima metà del Trecento », *Bullettino dell'Istituto storico italiano per il Medio Evo e Archivio Muratoriano*, 95 (1989), p. 71-122.

Jusqu'à très récemment, le thème du renouvellement de l'élite urbaine au-delà de la deuxième moitié du XII<sup>e</sup> siècle a surtout été étudié en relation avec l'affirmation des grandes maisons *baronali*, en projetant en fait sur le début du XIII<sup>e</sup> siècle des caractéristiques et des situations propres au reste du XIII<sup>e</sup> siècle. Les recherches que je conduis depuis des années<sup>2</sup> m'ont convaincu de la nécessité de reconsidérer ce thème et de redéfinir le cadre de cette évolution en étant plus attentif aux différentes étapes que l'on peut synthétiser comme suit.

A partir de la naissance de la Commune de Rome en 1143-1144, déclin des plus anciens lignages aristocratiques ; ascension, au sommet de la hiérarchie sociale, de diverses familles directement liées à l'expérience communale romaine ; déclin de ces dernières en l'espace de 7-8 décennies ; apparition et affirmation incontestable des puissantes maisons *baronali* dont la domination est définitive à partir des années quarante du XIII<sup>e</sup> siècle.

Cette évolution complexe est liée à deux éléments principaux : la naissance de la Commune de Rome en 1143-1144, et la politique d'expansion du pouvoir pontifical, mouvement lancé à partir de la réforme grégorienne et qui commença à donner de notables résultats précisément au milieu du XII<sup>e</sup> siècle.

Cette politique avait pour but autant de consolider le primat de l'Eglise de Rome sur les structures ecclésiastiques de la chrétienté que de créer un véritable « état », fondé sur des organismes de contrôle politique et administratif, que l'on discerne surtout dans les rouages de la Curie et le collège cardinalice, dont le poids dans la politique pontificale va toujours croissant.

Après quelque quarante ans de conflits ouverts pendant lesquels papes et Commune de Rome mesurent leurs forces en luttant pour la domination sur la ville, une nouvelle phase de leurs rapports s'instaure à la suite des accords de 1188. Dès lors, l'autonomie de la Commune s'affaiblit tandis que s'affirme le poids croissant de la papauté sur la cité.

Néanmoins, le renforcement du pouvoir pontifical eut aussi un poids déterminant sur les aléas des groupes urbains. D'une part, il accéléra le déclin des li-

---

2. M. Vendittelli, « Note sulla torre e la famiglia Amateschi in Roma nel secolo XIII », *Archivio della società romana di storia patria*, 105 (1982), p. 157-174 ; Id., « Dal castrum Castiglionis al casale di Torrimpietra. I domini dei Normanni-Alberteschi lungo la via Aurelia tra XII e XV secolo », *ibid.*, 112 (1989), p. 115-182 ; Id., « La famiglia Curtabraca contributo alla storia della nobiltà romana del Duecento », *MEFR*, 101 (1989), p. 177-272 ; Id., « Mercanti romani del primo Duecento in *Urbe potentes* », dans C. Carbonetti Vendittelli, S. Carocci, E. Hubert, S. Passigli, M. Vendittelli, *Rome aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles. Cinq études réunies par Etienne Hubert*, Rome 1993 (Collection de l'Ecole française de Rome, 170), p. 87-135 ; Id., « Testimonianze sui rapporti tra mercatores romani ed i vescovati di Metz e Verdun nel secolo XIII », *Archivio della società romana di storia patria*, 118 (1995), p. 69-99.

gnages qui avaient jusque-là dominé la cité par la possibilité de contrôle d'une papauté encore relativement faible ; d'autre part, il favorisa l'ascension au sommet de la société romaine de nouvelles familles dans lesquelles les papes cherchèrent et trouvèrent le soutien politique, militaire et économique indispensable à leur politique d'expansion. Il faut se rappeler que les cinq papes qui régnèrent entre 1187 et 1241 (Clément III, Célestin III, Innocent III, Honorius III et Grégoire IX) du fait qu'ils étaient tous originaires de Rome ou du Latium méridional se trouvèrent directement liés aux événements romains et ne manquèrent pas de favoriser leurs alliés et les familles auxquels ils étaient liés par des relations de parenté et d'intérêt.

Beaucoup de membres de ces familles obtinrent des privilèges, charges politiques, exemptions, autorisations, appui direct de tous types, concessions territoriales ou châtelaines, d'autres eurent de riches prébendes dans toute l'Europe, d'autres furent appelés à des fonctions dans la Curie ou l'administration provinciale de l'Etat. Mais ce fut surtout la possibilité d'obtenir, grâce à quelque parent, un titre cardinalice qui se révéla d'une extrême importance pour ces familles romaines en voie d'ascension. Ce fut le grand instrument qui aplanit dans toutes les directions la route du succès des *casati baronali*, destinés à dominer pour longtemps l'histoire de la Rome médiévale. A ces grandes familles, à leur ascension, à leur immense pouvoir, à leurs stratégies familiales, territoriales et politiques fut consacré le récent livre de S. Carocci qui a définitivement clos la question<sup>3</sup>.

Comme je l'ai dit, reste un vide historiographique à combler concernant ces familles qui s'affirmèrent après la naissance de la Commune en 1143-1144, se maintinrent au sommet jusqu'aux années quarante du XIII<sup>e</sup> siècle, avant d'être supplantées par les lignages *baronali* et réduites à un rôle subalterne précisément à cause de l'affirmation définitive de ces puissants lignages *baronali*.

La recherche est d'un grand intérêt non seulement pour son caractère de nouveauté, mais parce qu'elle illustre une vision inédite de l'élite urbaine romaine, aux traits typiquement « communaux », dynamique et tournée comme jamais vers l'extérieur.

En gros, les caractéristiques de ces familles paraissent être des titres et un style de vie propres aux aristocraties urbaines contemporaines ; la participation à la vie publique de la cité en y occupant les charges les plus importantes ; des rapports intenses avec les autres Communes de l'Italie centrale où elles exercèrent des fonctions de podestat ; une base économique surtout assise sur les acti-

---

3. S. Carocci, *Baroni di Roma. Dominzioni signorili e lignaggi aristocratici nel Duecento e nel primo Trecento*, Rome, 1993 (Nuovi studi storici dell'Istituto storico italiano per il Medio Evo, 23 et Collection de l'Ecole française de Rome, 181).

vités financières et commerciales, plus que sur la possession de châteaux et de juridictions seigneuriales dans le territoire (ce dernier trait étant typique des familles *baronali*).

La documentation disponible n'est pas rare, mais ne permet pas de reconstructions détaillées, ni d'enquêtes prosopographiques aussi précises que pour les *casati baronali*. C'est pourquoi j'ai conduit mon analyse en coordonnant toutes les données disponibles pour obtenir un modèle complet qui tienne compte de toutes les variables possibles, en évitant tout schématisme ou toute tentative de créer des catégories trop rigides.

\*  
\*   \*

Pour entrer dans le vif du sujet, partons de la liste, malheureusement incomplète, des plus hauts magistrats de la Commune de Rome : les Sénateurs. Jusqu'en 1196, sauf exception, la Commune de Rome fut régulièrement gouvernée par un large collège de sénateurs, puis on passa au gouvernement d'un sénateur unique, enfin à partir de 1238, la charge fut assumée par deux magistrats. A la différence des podestats des Communes d'Italie centro-septentrionale, la charge de sénateur était réservée aux citoyens romains et le recours à un magistrat étranger ne fut qu'exceptionnel. Sans s'appesantir sur la portée de telles mutations, signalons que jusque vers 1240-1250, le nombre de sénateurs venant des familles de la plus ancienne aristocratie ou des grandes maisons *baronali* en cours d'affirmation fut très réduit. La même remarque vaut pour les autres charges citadines, même si les sources sont encore plus pauvres <sup>4</sup>

Malgré leur caractère fragmentaire, ces données permettent une première conclusion : jusqu'en gros vers 1240, la Commune était aux mains d'un groupe aristocratique nettement distinct de celui qui avait dominé la ville précédemment et de celui qui allait la diriger après. Cette donnée trouve une forte convergence si on analyse la liste des magistrats romains qui eurent des charges podestariles dans diverses cités communales de l'Italie centro-septentrionale. De 1199 (première attestation d'un podestat romain) jusqu'à pratiquement le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, il apparaît que les podestats romains que les sources permettent d'identifier appartiennent au même groupe de familles qui tiennent le pouvoir à Rome et dans certains cas, il s'agit des mêmes individus qui occupaient la charge de sénateur romain. Très rare, même dans ce cas, était la présence de représentants des lignages *baronali*, donnée qui contraste nettement avec la situa-

---

4. V. F. Bartoloni, « Per la storia del senato romano nei secolo XII e XIII », *Bullettino dell'Istituto storico italiano per il Medio Evo e Archivio Muratoriano*, 60 (1946), p. 1-108.

tion qui prévaudra par la suite, quand leur domination à Rome sera totale et sans rivale<sup>5</sup>.

On se trouve donc en présence d'un bon nombre de familles qui dans la période considérée se manifestèrent comme les plus importantes de Rome, où elles exerçaient leur puissance. La meilleure définition pour les distinguer globalement est probablement celle d'*aristocrazia senatoria*, mettant ainsi en relief cet aspect de leur participation, presque comme protagonistes uniques, à la vie politique romaine de ces années.

En élargissant la recherche des sources de cette enquête au delà du cadre strict de la documentation romaine, il apparaît avec clarté comment un grand nombre de représentants de ces groupes de *domini* et *nobiles viri* – ainsi les définissent unanimement les sources, soulignant, il faut le rappeler, leur statut nobiliaire – tirait la base de sa propre richesse d'activités commerciales à l'échelle internationale. Précisons aussitôt qu'ils privilégiaient hautement l'aspect financier (peut-être serait-il mieux approprié de parler de commerce d'argent) plutôt que celui des transactions de produits de consommation, sur lesquelles néanmoins les sources ne manquent pas.

La période examinée est peut-être celle où l'histoire de Rome médiévale montre la plus grande dynamisme économique, loin de ces niveaux de stagnation qui plus tard donneront à la cité un rôle essentiellement de consommation. Déjà à partir de 1165 est attestée une *universitas mercatorum* qui, par ses consuls, agissait à côté de la Commune pour soutenir les entreprises commerciales des Romains. La force qu'ils avaient atteinte dans les années 1165-1175 est bien mise en évidence par les traités d'alliance et de coopération que la Commune de Rome signa avec Gênes et Pise<sup>6</sup>, villes dont la puissance commerciale à cette période n'a pas besoin d'être soulignée.

Plus ou moins dans le même temps apparaissent les premiers témoignages explicites de prêts plutôt importants concédés au pape par des citoyens romains<sup>7</sup>. Les avantages que ceux-ci tiraient de ces opérations pouvaient dépasser

---

5. S. Carocci, « Barone e podestà. L'aristocrazia romana e gli ufficiali comunali nel Due-Trecento », dans J.-C. Maire Vigueur (sous la direction de), *I podestà dell'Italia comunale. I. Reclutamento e circolazione degli ufficiali forestieri*, sous presse.

6. F. Bartoloni, *Codice Diplomatico del Senato Romano*, I, Rome, 1948 (Fonti per la storia d'Italia, 87), doc. 23, 24, 25, 29.

7. A titre d'exemple : « Documenti per la storia ecclesiastica e civile di Roma », *Studi e documenti di storia e di diritto*, 7 (1886), p. 101-122, 195-212, 317-336, doc. 8, 9, 10, 11, 12, 13 ; P.F. Kehr, *Regesta Pontificum Romanorum, Italia Pontificia*, I, Rome, Berolini, 1906, p. 196-199 ; F. Schneider, « Zur älteren päpstlichen Finanzgeschichte », *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken*, 9 (1906), p. 1-37 ; R. Volpini, « Per l'archivio pontificio tra XII

de beaucoup ceux seulement pécuniaires déterminés par les intérêts calculés sur les sommes prêtées. Ils allaient de la possibilité de fixer un rapport déterminant de faveur avec le pape à la possibilité d'entrer en possession pour longtemps de biens immobiliers, en particulier de *castra*, de l'Eglise de Rome que celle-ci se voyait contrainte de concéder en gage des prêts obtenus.

En l'espace de quelques décennies, certains de ces *mercatores* durent accomplir certaines des fonctions qui plus tard seraient propres à nombre de marchands-banquiers siennois et florentins comme banquiers du pape ; ce n'est pas par hasard si le premier personnage auquel les sources attribuent le titre de *campstor domini pape* est le romain Bobo Iohannis Bobonis, actif *mercator*, décoré du titre de *nobilis vir* et *dominus*, conseiller de la Commune de Rome en 1242 et, finalement, sénateur en 1246<sup>8</sup>.

Avec une fréquence toujours plus grande, à partir du milieu du XII<sup>e</sup> siècle, on retrouve des témoignages des prêts, y compris de grande valeur, concédés par les citoyens romains aux dignitaires ecclésiastiques et laïques qui se rendaient à Rome non comme simples pèlerins, mais en raison de leurs relations religieuses, administratives, politiques et judiciaires avec la Curie, dont le centralité comme siège d'administration et de gouvernement de la Chrétienté devenait toujours plus grande. Les riches *mercatores* romains profitaient de leur besoin en liquidités pour faire face, outre aux dépenses du séjour, à la fiscalité pontificale toujours plus onéreuse et multiforme, pour offrir des dons au pape, aux cardinaux, et à leurs parents, mais aussi pour corrompre les fonctionnaires de la Curie, comme, par exemple, en portent témoignage une lettre écrite à Rome du moine anglais Honorius en 1188<sup>9</sup>, ou celle de Pierre de Blois qui se lamente de l'*infinita multitudo auri* que les *mercatores* romains avaient prêtée en 1176 au moine Roger qui s'était rendu près de la Curie pour tenter de faire reconnaître la légitimité de son élection comme abbé de l'abbaye de Cantorbéry<sup>10</sup>.

---

e XIII secolo: i resti dell'archivio dei papi ad Anagni », *Rivista di storia della Chiesa in Italia*, 37 (1983), p. 366-405.

8. *Mercator, dominus, nobilis vir* : W. Hauthaler, F. Martin, *Salzburger Urkundenbuch*, 4 vol., Salzburg 1898-1928, t. III, p. 419-421, n. 878 ; F. Nitti di Vito, *Codice Diplomatico Barese*, VI, *Le pergamene di S. Nicola di Bari. Periodo svevo (1195-1266)*, Bari 1906, n. 65 et 71 ; O.P. Clavadetscher, *Chartularium Sangallense*, III-IV, (1000-1299), St. Gallen, 1983-1985, III, p. 224-225, n. 1272. *Campstor domini pape* : P. Fabre, L. Duchesne, G. Mollat, *Le Liber censuum de l'Eglise romaine*, 3 vol., Paris 1889-1952, t. I, p. 477 ; A. Schulte, *Geschichte des mittelalterlichen Handels und Verkehrs zwischen Westdeutschland und Italien mit Ausschluss Venedig*, 2 vol., Leipzig, 1900, t. II, p. 287-288, n. 426. *Consiliarius et senator* de la Commune de Rome : Bartoloni, *Codice Diplomatico del Senato Romano*, op. cit., n. 99, 112 et 114.

9. W. Stubbs, « *Epistolae Cantaurienses* ». *The letters of the prior and convent of Christ Church, Canterbury. From A.D. 1187 to A.D. 1199, (Chronicles and memorials of the Reign of Richard I, vol. II)*, Londres, 1865 (*Rerum Britannicarum Medii Aevi scriptores*, 38/2), p. 197-198.

10. *Petri Blesensi Bathoniensis in Anglia archidiaconi Opera omnia*, PL, vol. 207, Paris 1855, col. 452-453, ep. 158.

Mais les riches *mercatores* romains n'eurent pas un rayon d'action réduit à la Curie pontificale. De là, ils prirent leur élan pour se lancer sur des marchés internationaux plus importants, forts de cette protection offerte par les papes telle que les sources la révèlent. Déjà dans la dernière décennie du XII<sup>e</sup> siècle, on les trouve opérer à Gênes et surtout dans les grandes foires de Champagne. Leur apparition dans ces centres champenois fut précoce, surtout comparée à celle des marchands-banquiers des autres cités de l'Italie centrale, comme Sienne, Florence, Lucques <sup>11</sup>. Elle perdura sans discontinuer et avec intensité pendant toute la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, et beaucoup de *mercatores* romains durent déplacer en Champagne le centre de leur trafic international.

Même leurs relations économiques avec le royaume anglais apparaissent comme intenses. Elles se concrétisèrent non seulement dans la concession de très nombreux prêts que Jean sans Terre et son fils Henri III leur demandèrent pour financer leur représentants auprès de la Curie, mais dans une présence directe et précoce en Angleterre et en Ecosse. Par exemple, la chronique de l'abbaye d'Evesham rappelle comment en 1208 le roi d'Angleterre, en représailles du conflit qui l'opposait au pape, fit capturer, dépouiller de tous leurs biens, et bannir tous les Romains qui se trouvaient à ce moment en son royaume, une bonne partie d'entre eux y étant pour leurs propres affaires économiques <sup>12</sup>.

---

11. C.R. Cheney, B.E.A. John, *English Episcopal Acta*, III, *Canterbury 1193-1205*, Oxford, 1986, n. 578, an 1191 ; M.W. Hall, H.C. Krueger, R.L. Reynolds, *Guglielmo Cassinese (1190-1192), Notai liguri del sec. XII*, 2 vol., Turin, 1938 (Documenti e studi per la storia del commercio e del diritto commerciale italiano pubblicati sotto la direzione di F. Patetta e M. Chiaudano), t. II, p. 80-81 et 83, n. 1318, 1319 et 1325, an 1191 ; T. Hearne, *Adami de Domesham historia de rebus gestis Glastoniensibus*, 2 vol., Oxford, 1727, p. 399-404 (v. C.R. Cheney, M.G. Cheney, *The Letters of Pope Innocent III [1198-1216] concerning England and Wales. A Calendar with an Appendix of text*, Oxford 1967, p. 42, n. 256), an 1202 ; J.P. Schunk, *Beiträge zur Mainzer Geschichte. Mit Urkunden*, 3 vol., Francfort-Leipzig-Mainz, 1788-1790, t. III, p. 102-103, an 1209 ; R. Knipping, *Die Regesten der Erzbischöfe von Köln in Mittelalter, II-IV*, Bonne, 1901-1913, t. III, p. 23 et 39, n. 122 et 204, années 1213-1214 ; L. Korth, « Urkunden aus dem Stadtarchiv von Köln », dans *Annalen des historischen vereins für den Niederrehein*, 41 (1884), p. 72-108, p. 93, an 1213 ; L. Ennen, G. Eckertz, *Quellen zur Geschichte der Stadt Köln*, 6 vol., Cologne, 1860-1879, t. II, p. 45-46, n. 40, an 1213 ; T.J. Lacomblet, *Urkundenbuch für Geschichte des Niederrheins*, 4 vol., Düsseldorf, 1840-1858, t. II, p. 24-25, n. 47, et Schulte, *Geschichte des mittelalterlichen Handels*, op. cit., t. II, p. 285-286, n. 423, années 1214, 1218, 1219 ; B.N.F., Colbert 500, vol. 58, cc. 177r<sup>o</sup>-178r<sup>o</sup>, an 1218 ; Knipping, *Die Regesten der Erzbischöfe von Köln*, op. cit., t. III, p. 37 et 57, n. 195 et 317, an 1218 ; Ennen, Eckertz, *Quellen zur Geschichte der Stadt Köln*, op. cit., t. II, p. 68-71, n. 57, an 1218 ; B.N.F., Lat. 5993A, *Chartularium Campanie. Liber pontificum*, cc. 245v<sup>o</sup>-246r<sup>o</sup>, an 1218 ; Schunk, *Beiträge zur Mainzer Geschichte*, op. cit., t. III, p. 104-106 et J. Böhmer, C. Will., « *Regesta archiepiscoporum maguntinensium* ». *Regesten zur Geschichte der Mainzer Erzbischöfe*, 2 vol., Innsbruck, 1877-1886, t. II, p. 176, n. 353, an 1220 ; B.N.F., Lat. 5992 (*Cartulaire de Thou*), c. 158 r<sup>o</sup>-v<sup>o</sup>, an 1221.

12. W.D. Macray, *Chronicon abbatis de Evesham ad annum 1418*, Londres, 1863 (*Rerum Britannicarum Medii Aevi scriptores*, 29), p. 225.

Il n'est pas possible ici de rendre compte des nombreuses données que j'ai recueillies sur l'activité de crédit jouée par les citoyens romains entre la fin du XII<sup>e</sup> et la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, mais je voudrais au moins rappeler qu'elles offrent un cadre qu'il ne me semble pas exagéré de définir comme d'une surprenante vitalité et d'une grande portée, surtout si on le compare à celui tracé sur ce sujet jusqu'à un passé récent.

\*  
\*   \*

Je voudrais terminer ce rapport bref en résumant les principales conclusions de ma recherche en l'état actuel, certaines ayant été données ici sommairement.

Le renouvellement de l'élite citadine romaine après la naissance de la Commune au milieu du XII<sup>e</sup> siècle ne se marqua pas seulement par l'affirmation des grands *casati baronali*.

Simultanément, on assista à une évolution sociale et économique d'un groupe nourri d'autres familles au profil aristocratique marqué qui, pendant sept ou huit décennies, réussit à s'imposer à la tête de la cité, en sachant certainement profiter des conquêtes territoriales et politiques que la Commune de Rome, sous la conduite de ce groupe, menait alors pendant ces années.

Forts de cette position, de l'appui des papes et de la centralité que l'Eglise de Rome gagnait alors, beaucoup de ces familles s'imposèrent dans le cadre de l'activité financière à l'échelle internationale, et ce pendant que les familles *baronali*, encore exclues de la conduite de la Commune, concentraient la base de leur puissance sur l'acquisition toujours plus massive de châteaux et de juridictions seigneuriales dans l'Etat romain.

Avec les années quarante du XIII<sup>e</sup> siècle, les conditions qui avaient permis à ces familles de devenir l'élite politique et économique de Rome commencèrent à diminuer.

Elles perdirent rapidement leur pouvoir et une grande partie de leur prestige à Rome sous la pression de l'irrépressible ascension des *casati baronali* qui, dans la décennie 1240-1250, s'imposèrent complètement et prirent définitivement la conduite de la Commune.

L'impossibilité de continuer à contrôler la politique communale, la diminution de l'appui des pontifes après la mort de Grégoire IX (1241) et la grandiose croissance des compagnies bancaires siennoises et florentines dans le cadre de la finance internationale et pontificale déterminèrent, en sens inverse, un drastique redimensionnement de leur activité économique tant au niveau communal qu'européen.



Malgré toutes ses particularités, l'histoire des groupes dirigeants romains se révèle donc aussi comme l'histoire de fortes mutations et bien loin d'être emprunte d'une continuité figée ; par beaucoup d'aspects, elle est plus proche que ce que l'on pensait de l'histoire des élites de beaucoup d'autres cités de l'Italie communale.

(Traduction Patrick GILLI)